

La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits polarisent l'ensemble de nos activités.

A. Sékou Touré

Rédaction - Administration  
Publicité  
Adresse Télégraphique: Agutpres  
B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

**TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE**  
**ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE**

EDITE PAR LA REGIE NATIONALE DE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

**SOMMAIRE**

Page 2  
Mouvement de  
de personnalités  
Liberté aux  
patriotes sud-  
africains

Page 3  
Actes du pou-  
voir central

Page 4  
L'affaire de  
Chypre  
La Guinée à  
l'O.M.S.

**Conférence sur le commerce**  
sous l'égide du bureau fédéral  
de Conakry II

**D**ANS le cadre des réunions éducatives pour une meilleure application des recommandations issues des différentes conférences économiques qui ont suivi le Conseil National de la Révolution de Gueckédou, le bureau de la fédération de Conakry II a tenu vendredi après-midi un important meeting groupant les quatre comités directeurs de ses sections, les comités régionaux des femmes et de la J.R.D.A., les présidentes, présidentes et secrétaires généraux J.R.D.A. de ses comités de base avec les commerçants et commerçantes installés sur le territoire de son ressort.

Nous n'avons jamais cessé de mettre l'accent sur l'importance de la phase que notre pays a abordé. Le développement économique de la nation, celui qui conditionne l'avenir de progrès et de bien-être que nous ambitionnons, requiert l'effort constant et solidaire de tous les fils du pays. Le commerce on le sait, tient une place importante dans ce cha-

que ceux et celles qui ont choisi la charge de l'assurer, soient bien pénétrés de l'ampleur de la tâche qui leur incombe. La profession de commerçant est tout aussi honorable qu'une autre et le devoir de tout travailleur honnête de cette branche d'activité est de mettre hors d'état de nuire tous leurs collègues véreux que leur appât du lucre conduit à des actions criminelles contre les intérêts de la nation.

Après avoir fait un commentaire approfondi des conférences économiques nationales de Macenta, Foulaya et Labé, le bureau fédéral a proposé et fait adopter des mesures pratiques: cartes professionnelles, modalités de distribution des produits, etc., tendant à faire du secteur commercial un élément efficace et dynamique dans le processus de développement économique de la nation.

**Signature d'un accord de coopération avec le gouvernement fédéral allemand**

Le Dr Diallo Alpha Ahmadou, secrétaire d'Etat à l'Information et au Tourisme, a signé vendredi à Bonn (République Fédérale Allemande) un protocole de coopération avec le gouvernement allemand relatif aux échanges commerciaux et industriels entre les deux pays dans le domaine du cinéma et des actualités cinématographiques.

Ce protocole prévoit notamment des relations pour l'importation mutuelle et la projection des films et une éventuelle production commune.

Nous rappelons que le Dr Diallo Alpha Ahmadou, secrétaire d'Etat à l'Information et au Tourisme, a quitté notre capitale depuis lundi 6 juillet et qu'il est encore à Bonn où il poursuit sa mission.

**Culture et art africains**

**Le ballet national - Il poursuit la série de ses succès en Asie**  
**H. Belafonte reviendra en Guinée**

**A**PRES avoir passé une semaine, en R. D. du Vietnam, les artistes de notre ballet national n° II, sont depuis le 30 juin les hôtes de la République Populaire Démocratique de Corée.

Ils ont été accueillis à la gare de Pyong-Yang par MM. Jo Leung Tchoul, Li Meung Sang tous deux vice-présidents du comité central des Arts et Cultures générales, M. Jeun Beung Tchoul vice-président du comité de relation culturelle extérieure, et plusieurs personnalités de la capitale.

Le soir du 2 juillet les artistes guinéens ont donné leur leur première représentation théâtre de Pyong-Yang.

La représentation avait été précédée d'un meeting de bienvenue en l'honneur du ballet national n° II de la République de Guinée. Au cours de ce meeting, M. Sako Mohamed, chef de la délégation artistique guinéenne a remercié les autorités présentes et toute l'assemblée pour l'accueil chaleureux qui leur avait été réservé, et pour toutes les marques de sympathie et d'amitié dont les messagers guinéens étaient l'objet depuis leur arrivée à Pyong-Yang.

MM. Li Myun Sang, vice-président du comité central de la fédération générale des Associations littéraires et artistiques, Kang Koo Yung, Vice-Président du Comité coréen pour les relations culturelles et Li Jong Soo, Vice-Président du Comité central de la Fédération générale des syndicats de Corée, étaient présents à la représentation artistique.

**Harry Belafonte en Guinée en août prochain**

Il y a déjà quelques semaines que notre ami et frère Harry Belafonte a quitté notre pays à l'issue d'une visite de 15 jours. M. Belafonte s'était rendu dans plusieurs de nos régions et avait, selon ses déclarations, emporté un très bon souvenir du peuple guinéen si accueillant.

Depuis son retour aux Etats Unis le célèbre chanteur-acteur s'est consacré à un programme de concerts auquel collaborer aussi la bien connue Miriam Makéba, chanteuse sud-africaine.

Jeudi dernier, M. Belafonte a annoncé qu'il comptait retourner en mi-août dans notre pays pour un séjour de plusieurs semaines. Il compte participer à la formation d'artistes guinéens et envisage organiser avec nos jeunes danseurs une longue tournée sur le continent américain.

M. Belafonte a déclaré éprouver un énorme enthousiasme pour le projet folklorique qu'il compte mettre sur pied à Conakry.

**TRANSITION AU CONGO**

**L**A triste farce qui se joue au Congo depuis le 27 juin dernier - et qui est, le mot n'est pas trop fort, la honte de l'Afrique - vient de voir se terminer son premier acte. Moins de quinze jours après son retour au Congo, Moïse Tschombé a réussi à former un gouvernement.

D'aucuns ont pu prétendre, devant cette manifestation de la lutte des monopoles, que voilà bien l'exemple d'un homme accédant au pouvoir à la suite d'une série de Qui pro Quo.

Voire ! Car le hasard, s'agissant même du Congo, a des limites.

Depuis la naissance du Congo indépendant, dans le berceau duquel les Belges avaient sciemment déposé les germes du chaos, les monopoles n'ont cessé de s'opposer. Cet affrontement d'intérêts aussi sordides qu'égoïstes a vidé de son contenu positif la présence des forces de l'O.N.U., dont les résolutions et autres recommandations ont été bravées et foulées aux pieds. Et toute cette industrie s'est déroulée dans le sang, dans les souffrances et les larmes d'un peuple martyr. La « victoire », victoire à la Pyrrhus, passant d'un camp dans l'autre et vice-versa, a jeté dans le chaos un pays dont le

tort, en l'occurrence, est d'avoir un sol et un sous-sol riches.

Le retrait de l'avant-scène du séparatiste katangais - à un certain moment particulièrement vomé par son peuple - a été pour l'Union minière, un acte de haute stratégie. Il n'est que d'avoir suivi les activités fébriles de l'exilé de Madrid téléguidé de Bruxelles (derrière laquelle se profile l'ombre d'une autre puissance ex-coloniale), pour avoir compris, dès le début, que le camp momentanément sur la défensive préparait sa revanche.

Le « parachutage » final de l'ex-séparatiste d'Elisabethville est donc l'enchaînement logique d'une manœuvre longuement mûrie, au moment précis où les adversaires devaient se trouver en perte de vitesse par le départ des troupes de l'O.N.U. Le « risque », si c'en est un, est dans l'ordre des choses.

Chacun a pu suivre, au jour le jour, le déroulement des événements de ces deux dernières

semaines. Les déclarations de Tschombé - finalement démenties par les forces opposées au régime et fidèles à l'esprit de (Suite page 3)

**Activités syndicales**

Vendredi après-midi une réunion des cadres syndicaux a rassemblé autour du Bureau Confédéral de la C.N.T.G. les membres de la Commission administrative de la Centrale Nationale.

L'ordre du jour assez chargé, portait sur la préparation de la journée d'études convoquée pour le 20 juillet prochain et qui groupera, autour du Secrétariat du Bureau exécutif de la C.N.T.G. les membres du Bureau confédéral, les secrétaires confédéraux et les membres de la commission administrative.

Au cours de cette réunion plusieurs autres questions dont notamment celles ayant trait à l'application correcte des mots d'ordre du C.N.R. de Gueckédou ont été examinées. Les différents points de l'ordre du jour ont également permis aux membres de la commission adminis-

trative de faire un bref tour d'horizon sur la situation syndicale depuis l'installation des sections et fédérations syndicales.

**Le sommet africain se prépare**

De nombreuses délégations sont déjà arrivées dans la capitale égyptienne, d'autres sont encore en route. Pendant ce temps des commissions et sous-commissions de l'O.U.A. mettent au point des rapports devant être étudiés par la conférence.

On sait déjà que les ambassadeurs des Etats africains en République Arabe-Unie se sont réunis cette semaine à huis-clos en vue de s'entretenir sur les relations entre pays africains en général et les problèmes intéressant ces pays.

De son côté, la commission de conciliation algéro-marocaine s'est réunie jeudi au Caire pour étudier le règlement définitif du conflit qui opposait les deux pays. Cette commission comprend des représentants du Tanganyika, du Sénégal, du Mali, de la Côte-d'Ivoire, du Nigéria et du Soudan.

Les ministres des Affaires étrangères d'Ethiopie et de Somalie devaient se réunir samedi au Caire pour étudier le rapport sur le différend frontalier qui oppose les deux pays, rapport qui sera soumis à la conférence au sommet.

par KEN

# La vie dans la Nation

## Semaine de l'économie rurale

(Suite de la page 4)

équilibrée par l'apport d'éléments biologiques de haute valeur. Ces éléments, nous pouvons les produire; nous sommes dans les meilleures conditions pour la production. Nous devons exploiter nos chances pour mieux concourir à la lutte contre la faim.

Cela est possible vu l'importance et les qualités exceptionnelles de notre cheptel dont la rusticité et la résistance à certaines maladies attirent nombre de pays africains.

**D**EPUIS l'indépendance, le gouvernement a consenti d'énormes sacrifices tant dans la protection sanitaire que par la mise en place de farines modèles destinées à l'amélioration de diverses espèces animales. D'autre part les îlots de peuplement sont implantés ou prévus dans les zones à possibilités pastorales insuffisamment exploitées. Toutes les conditions sont donc déjà réunies pour satisfaire dans un proche avenir nos besoins et les demandes extérieures.

Nos difficultés actuelles proviennent du manque de méthode rationnelle dans l'élevage et dans l'exploitation.

Concernant l'élevage, il convient de se débarrasser une fois pour toutes du laissez-aller et du sentimentalisme; il y a intérêt à savoir qu'une bête irrégulièrement nourrie par la méthode de la vaine pâture, croît irrégulièrement, les périodes de malnutrition étant marquées par l'arrêt ou le ralentissement de la croissance et des autres grandes fonctions. D'où l'intérêt de la constitution des réserves fourragères (fanes d'arachide, de niébé, de foin et d'ensilages). Grâce à ces réserves l'éleveur pourra éviter les fluctuations habituellement observées dans le rendement en viande et en lait; les animaux bien nourris étant en état d'embonpoint sont moins exposés aux contaminations, les jeunes profitent d'avantage du lait; les bêtes de sommes conservent toute leur vigueur au plus grand profit de l'homme.

L'exploitation des produits de l'élevage gagnerait à être rationalisée par la mise dans le circuit commercial de tous les animaux improductifs, mal conformés ou tarés. Cette pratique permettrait d'éviter la surcharge des pâturages, les risques de contamination par de vieux sujets généralement porteurs sains de virus contagieux et l'immobilisation inutile du capital bétail.

Une étroite collaboration devra s'instaurer entre techniciens et éleveurs ce dernier en contribuant à la prévention et à la lutte contre les maladies par la déclaration précoce d'épizooties à caractère infectieux et contagieux et l'application des mesures sanitaires prescrites (isolément, interdictions de puits et d'abreuvoirs contaminés, etc...)

Dans le domaine de la pêche, les perspectives sont exceptionnellement favorables. Par un heureux concours de circonstan-

ces bio-climatiques, d'immenses bancs de poissons appartenant à des espèces commercialement exploitables (thon, rouget, maquereau, soles, sardinelles, etc...) croissent régulièrement le long de nos côtes faisant de celles-ci un rendez-vous permanent de tous les chalutiers du monde.

Si l'infrastructure mise en place au cours du plan triennal pour l'exploitation de cette faune apparaît aujourd'hui nettement insuffisante pour satisfaire pleinement les demandes, nous avons grand espoir cependant, avec le lancement du plan septennal, de compléter cette infrastructure et de pourvoir aux besoins intérieurs, voire extérieurs.

Ici comme ailleurs, l'apport matériel du gouvernement doit être complété par la volonté farouche et l'adhésion sans réserve des travailleurs aux motifs d'ordre de production.

S'agissant d'un don de la nature qui vient heureusement compenser nos insuffisances protéiniques, nous devons tout mettre en œuvre pour accroître nos captures et mettre ainsi un surplus d'aliments de haute valeur à la disposition des travailleurs. Car le poisson est un bétail inépuisable, bon marché et un aliment de premier choix à telle enseigne qu'on a pu dire: « Plus un pays produit de poissons, plus il produit d'hommes ». Ce n'est point là une affirmation toute gratuite.

En effet, le poisson est certainement le bétail le plus abondant qui soit; sa chair renferme une protéine de très haute valeur nutritive et en proportion plus élevée 17 à 21 % que dans la viande du bœuf 15 à 18 %.

La viande de poisson est, de plus le support de métaux indispensables à la vie:

Phosphore 100 à 400 mg par 100 grammes de viande.

Calcium 120 mg par 100 grs.

Rapport calcium-phosphore = 0,6.

Iode, fluor, cobalt, etc.

Elle renferme aussi des vitamines possédant un très grand intérêt dans l'alimentation: vitamine A (huile de foie de morue)

Vitamine D thermostable (huile de fletan);

Riboflavine (vitamine B);

Vitamine B<sub>12</sub> etc...

L'efficacité protéidique de la chair du poisson est très élevée et se chiffre à 38 contre 100 à l'œuf (standard) et 79 seulement à la viande de bœuf.

En résumé, le poisson est un aliment protéidique de choix qui soutient avantageusement la comparaison avec la viande ordinaire. Tous deux sont remarquablement aptes à suppléer les céréales. Ils apportent également à l'organisme des « éléments protecteurs » tels que les sels minéraux et les vitamines.

On doit donc tout mettre en œuvre pour vulgariser la consommation d'un aliment si important considéré à tort jusqu'à présent comme une nourriture de pauvre.

C'est pourquoi, d'ores et déjà,

il est entrepris partout sur la côte, la formation accélérée des coopératives de pêcheurs afin de rationaliser leur méthode de travail, d'améliorer leurs embarcations et les instruments de pêche. Dans le même ordre d'idées, la collaboration entre ces coopératives et les services techniques de l'Office des Pêches Maritimes devient de plus en plus effective.

Par ailleurs, il faut s'élever contre les interdits qui font que la pêche soit encore, dans certaines régions réservée aux seuls hommes de castes. De même, les pratiques qui consistent à empoisonner les cours d'eau par des plantes toxiques ou enivrantes sont de nature à détruire inutilement le frais ainsi que d'autres organismes utiles. Enfin l'emploi des explosifs doit être rigoureusement réprimé.

### CONCLUSION

**L**A République de Guinée dispose actuellement d'un important stock d'aliments d'origine animale. Ces réserves sont simplement sous exploitées. Si elles l'étaient totalement elles contribueraient dans une certaine mesure à suppléer le régime essentiellement végétarien du peuple guinéen.

Cet apport protéinique permettrait d'accroître la productivité du travailleur, en lui procurant un surplus d'énergie et de santé. Nos enfants seraient sauvés du terrible Kwashiorkor qui est syndrome de déficience protéidique.

Les qualités exceptionnelles du cheptel guinéen doivent être mises à contribution par l'utilisation effective des disponibilités réelles. D'excellentes mesures doivent être prises pour rationaliser l'élevage et intensifier la lutte contre les maladies.

L'industrie de la pêche est susceptible de progresser rapidement afin d'exploiter convenablement l'immense richesse ichtologique de nos côtes.

L'accroissement de la productivité dans ces domaines aura une heureuse incidence sur la qualité de régime alimentaire qui équilibré et stabilisé peut être l'élément déterminant dans notre révolution.

## Mouvement de personnalités

M. Amar Ouzzegane, ministre d'Etat du gouvernement algérien, est arrivé ce matin dans notre Capitale venant d'Alger. Il a été reçu en fin de matinée par le Chef de l'Etat. Notons aussi l'arrivée ce matin par l'avion régulier d'Air Guinée en provenance de Dakar, de M. Doumbouya Bella, ambassadeur de Guinée à Rabat.

Deux autres personnalités africaines avaient débarqué dans la Capitale dans la journée de vendredi. Ce sont d'une part M. Marouf Achcar, ambassadeur de Guinée à l'O.N.U. et le Chief Akin Déko, directeur régional de la F.A.O. (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture) pour l'Afrique.

## La Guinée à l'Assemblée de l'O. M. S.

(Suite de la première page)

de progrès devraient permettre l'étude de méthodes nouvelles sur de nouveaux terrains afin que des acquisitions récentes puissent faire avancer les anciens programmes.

La plupart des pays de la Région africaine infestés à 50%, voire à 100%, notamment chez les enfants d'âge scolaire, ne bénéficient d'aucun programme d'éradication. Les études et les programmes en Iran, au Soudan, au Tanganyika nous font connaître que les principales difficultés sont liées essentiellement aux problèmes de l'hydraulique pastorale qui sont complexes et demandent des investissements énormes. Il faut saluer les efforts de l'OMS dans l'appui qu'elle apporte aux labora-

toires pour l'amélioration des molluscicides et de leur appareil de diffusion, ainsi que pour la mise au point de médicaments antibilharziens de plus en plus efficaces.

Dans le domaine de la recherche médicale nous avons relevé avec satisfaction le rôle de coordination et de promotion de notre organisation, ainsi que la notion qu'il n'existe pour l'ensemble du programme aucun clivage entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, l'OMS apportant son appui à la recherche médicale en général, aucune polarisation n'étant concevable quand on peut attendre de plus substantiels résultats de la complémentarité.

(à suivre)

## Revue de la presse

### Liberté aux patriotes sud-africains

« Comme on sait, Themis, la déesse antique de la justice, a des yeux bandés. Mais au Palais de la justice de Pretoria, on l'a baillonnée, on lui a lié les pieds et les mains à la façon des gardiens de l'ordre hitlériens », écrit Victor Maievski, observateur de la « Pravda », au sujet du nouveau crime des racistes sud-africains — le jugement des vaillants combattants contre le racisme: Mandela et ses compagnons.

La justice mise en scène à Pretoria a rappelé aux hommes de bonne volonté l'ombre sinistre du régime hitlérien, écrit l'auteur. Les événements dans la République Sud-Africaine ne sont pas un secret pour personne: le pays est devenu une prison pour 12 millions d'aborigènes. Environ 60 mille détenus, le double de ce qu'il y avait en 1952, sont jetés en prisons de RSA. Rien que dans le courant des 15 derniers mois, 1200 personnes ont été inculpées de crimes politiques. Des centaines de milliers d'hommes ont été traduits en justice sous l'inculpation de « violations de la loi ».

Ceux qui ont été mis en jugement injuste à Pretoria étaient à l'avant-garde de la lutte des masses populaires sud-africaines contre l'apartheid, pour les droits des africains, pour la liberté. Et c'est pour cela qu'ils ont été jetés sur le banc des accusés. Or, les tentatives de faire le procès sous le mot d'ordre de l'anti-communisme se sont, de toute évidence, retournées contre les accusateurs, écrit V. Maievski. Le régime de Verwoerd a voulu juger le communisme, mais, il s'est trouvé lui-même sur le banc des accusés. Le monde entier a vu de nouveau la face barbare du racisme.

me, du système criminel d'apartheid.

Certains pays restent complices de la politique d'apartheid, et leurs milieux dirigeants, les monopoles qui s'engraissent à l'exploitation de l'Afrique du Sud n'échapperont pas à la responsabilité pour les crimes de Verwoerd.

L'opinion internationale, flétrie d'infamie les racistes sud-africains qui ont fait un nouveau crime contre Mandela et ses compagnons. Les peuples du monde entier n'épargneront pas d'efforts pour obtenir la mise en liberté des combattants pour l'indépendance d'Afrique, pour la liquidation définitive du racisme et du colonialisme.

### Arts et culture Harry Belafonte à Conakry! en août

(Suite de la première page)

Il sera de nouveau parmi nous vers la mi-août en compagnie d'une quinzaine de chorégraphes, de directeurs de chorales et autres experts artistiques.

On se souvient que M. Belafonte avait eu de nombreux entretiens amicaux avec le Président Sékou Touré et de nombreuses personnalités guinéennes.

Ce sera avec joie que nous reverrons M. Belafonte et en attendant nous lui souhaitons du succès — dans les répertoires qu'il présente actuellement — comme il l'a toujours connu.

# La Guinée... l'Afrique... le monde...

## TRANSITION AU CONGO

(Suite de la première page)

Patrice Lumumba — ont pu, au début tout au moins, faire naître un doute dont l'informateur — rapidement devenu formateur — a bénéficié et s'est servi à fond. En laissant croire que les commanditaires en puissance imaginaient, chacun de leur côté, que l'autre apporte son soutien à l'ex-séparatiste (alors que chacun sait qui est qui), on a fait naître une spéculation permettant à Tschombé de se faire solliciter par tous, les cas échéant.

En fait, l'exilé de Madrid s'est heurté à beaucoup de réticences, passées les premières heures d'une euphorie factice, au cours de laquelle il s'était — selon un rôle bien appris — situé en arbitre. Mais on allait rapidement se rendre à l'évidence que Tschombé, pas plus qu'avant, n'est libre d'agir à sa guise. Le piège des promesses spectaculaires qu'il n'a pu tenir à ce jour (le pourra-t-il en tant que premier ministre ?), ne peut être une surprise. Dès lors, toute participation des forces révolutionnaires, M.N.C.-Lumumba de M. Gbényé et CNL-Lumumba, etc., exclue. Ce dernier faisait d'ailleurs savoir, le 6 juillet, en démentant tout entretien entre le formateur et M. Soumialot, que ses objectifs ne lui permettaient pas de rencontrer Tschombé. Pour le C.N.C. conscient de ses responsabilités vis-à-vis des patriotes qui sont tombés au champ d'honneur pour que le Congo recouvre sa liberté totale, il ne peut y avoir d'engagement possible dans la voie aventurière prônée par le leader de la Konakot. De plus, le C.N.C. réitérait son appel quant à la démission de Kasavubu, démission qui, dit-il, peut seule rétablir le calme et la démocratie dans le Congo.

L'occasion était donc belle : l'opposition Lumumbiste refusant de collaborer, il n'y avait plus qu'à écarter tous ceux qui, de près ou de loin, avaient bénéficié d'un appui ou d'un préjugé favorable après l'assassinat de Patrice Lumumba. L'enfantement de ce gouvernement restreint « d'hommes jeunes », — après consultation des chefs des missions diplomatiques occidentales — gouvernement dans lequel ce travailleur de force n'occupe pas moins de quatre portefeuilles, paraît avoir été difficile. Si huit ministres sur 10 sont quasiment des inconnus pour l'opinion mondiale, deux d'entre eux sont loin de l'être. La présence à l'Intérieur et à la Fonction publique de Godefroy Munongo, l'âme damnée de Tschombé, en dit long sur son orientation. Quant à la présence d'Albert Kalondji, elle ne peut être que la conséquence du marché conclu en exil. Le seul fait qui mérite d'être noté est que sa haine pour le premier chef du gouvernement congolais n'a d'égale de celle de son meurtrier présumé, Godefroy Munongo.

Voilà donc Moïse Tschombé aux rênes de l'Etat congolais pour une période transitoire de 6 à 9 mois, au cours desquels le chef du gouvernement doit d'après le programme établi, ramener l'ordre, préparer les élections qui suivront le referendum dont on dit d'ores et déjà le succès assuré.

Tschombé a lancé un défi à l'opposition. Mais, est-il pour autant assuré de l'emporter ? Dans l'ombre, attendant dans un silence qui fait leur force, Kasavubu, qui ne paraît aspirer — ou conspirer — à rien d'autre qu'à garder son fauteuil et Mobutu énigmatique (on remarquera que le poste de ministre de la Défense n'est pas créé

— on ne l'est pas encore).

Le premier acte vient donc de connaître son épilogue. Le rideau est tombé selon nous — sur un des phénomènes extraordinaires de l'histoire des contradictions de l'impérialisme : un personnage qui semblait avoir été totalement exclu du jeu se trouve réintroduit grâce en partie à l'ignorance — feinte ou entretenue — où l'on est de ses alliances réelles et grâce à des suppositions audacieuses sur leur degré d'efficacité.

Le second acte est commencé, celui du défi lancé par Tschombé. C'est au peuple congolais qu'il appartient de le relever.

K EN

## Le problème de l'apartheid évoqué à la conférence de Commonwealth

Le problème de l'Afrique du Sud a fait l'objet de discussions serrées à la conférence du Commonwealth.

Comme l'indique M. Albert Margai de Sierra-Léone, certains délégués cherchaient à retarder la discussion sur l'apartheid, en raison des investissements importants de certaines puissances en Afrique du Sud. D'ailleurs M. Butler, quant à lui a réaffirmé une fois de plus que la Grande Bretagne reste hostile à l'application des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

La position britannique est bien connue dans cette affaire, reste à savoir maintenant si ce gouvernement doit modifier ou non sa politique vis-à-vis des colons blancs de Prétoria.

D'autre part, M. Butler a indiqué qu'il aborderait au cours des prochaines conversations avec les leaders soviétiques à Moscou, la question de la non-dissémination des armes nucléaires. Il a souligné en outre que la présente conférence, lui aura permis de connaître le point de vue des membres du Commonwealth sur les principaux problèmes mondiaux avant de s'entretenir avec ses interlocuteurs soviétiques.

## NOUVELLES BREVES

**Yaoundé.** — Les « jeux des tropiques » ont été officiellement ouverts samedi soir à Yaoundé par le président de la République fédérale du Cameroun, M. Ahmadou Ahidjo.

Sept Etats africains doivent participer à ces jeux : le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Congo-Léopoldville, le Gabon, le Tchad, la République Centrafricaine et Madagascar.

Les épreuves disputées intéresseront les sports suivants : football, basket-ball, volley-ball, tennis, cyclisme et boxe. Des concurrents masculins et féminins participent aux jeux.

**Brazzaville.** — M. Magassouba Débat, président du Congo-Brazzaville, a confirmé que l'armée française devait quitter samedi matin la capitale congolaise. Démentant les bruits selon lesquels ce départ serait consécutif à une décision prise par le Congo-Brazzaville, le chef de l'Etat congolais a ajouté que c'est le général de Gaulle qui lui avait annoncé cette mesure, laquelle s'appliquait également au Cameroun, au Tchad, à la République Centrafricaine, au Gabon et à tous les pays d'outre-mer.

**Colonou.** — Contrairement à ce qui avait été prévu, c'est M. Sourou Migan Apithy, président de

la République du Dahomey, qui va représenter son pays à la conférence de l'O.U.A au Caire. M. Justin Ahomadegbé, vice-président de la République et chef du gouvernement, actuellement en Suisse, qui vient successivement de se rendre en France, en Allemagne Fédérale, en Belgique et en Israël, doit incessamment regagner le Dahomey.

Le départ du président Apithy est prévu pour le 13 ou 14 juillet.

**Limoges.** — Quinze morts et une trentaine de blessés, tel est le bilan provisoire du terrible accident survenu au début de l'après-midi du samedi à Port de Couze, au 107e km de l'étape, près de Bergerac. Un camion citerne — chargé du ravitaillement en essence de l'hélicoptère qui suit le tour — qui roulait à très vive allure, a raté un virage et est tombé dans le canal latéral de la dordogne, entraînant une quarantaine de spectateurs dans

sa chute. Les spectateurs étaient assis ou adossés sur plusieurs rangs sur le parapet que le camion a défoncé avant de tomber dans le canal. Les coureurs du tour de France se sont arrêtés spontanément pendant cinq minutes, puis la course a repris.

**Casablanca.** M. Habib Chatty, nouvel ambassadeur de Tunisie au Maroc a rejoint vendredi son poste.

**Londres.** Il a été officiellement annoncé que la Rhodésie du Nord accèdera le 24 octobre prochain à l'indépendance sous le nom de Zambie.

**Bamako.** M. Waterfield, nouvel ambassadeur de Grande Bretagne au Mali a présenté vendredi ses lettres de créance au Président Modibo Keita.

**Nations-Unies.** Les représentants des nations afro-asiatiques à l'O.N.U. ont sollicité une intervention du Secrétaire général des Nations-Unies pour qu' cessent les violences portugaises devenues inquiétantes en Angola.

## Actes du Pouvoir central

Par décret présidentiel, en date du 9 juillet 1964, il est créé au niveau des circonscriptions d'inspection de l'enseignement élémentaire des secteurs scolaires dans le cadre de la décentralisation du système de contrôle des établissements et du personnel du 1er cycle.

Les secteurs scolaires seront placés sous la direction de directeurs nommés par arrêté du Ministre de l'Education Nationale sur proposition des inspecteurs de l'Enseignement Primaire dont ils relèvent directement.

— M. Diallo Thierno Mamadou Cellou, ingénieur Agronome, est nommé Inspecteur général par intérim des services de l'Agriculture, en remplacement de M. Soumah Sékou, appelé à d'autres fonctions.

— M. Cissé Mohamed Mamadou, adjoint technique, directeur adjoint de l'Entreprise Nationale de Briqueterie et Céramique de Kobaya est mis à la disposition du Ministre du Développement Economique pour servir à la Direction Générale des Mines, de l'Industrie et de la Géologie à Conakry.

## Nos tarifs d'abonnements

Pour compter du 10 mars 1964, nos tarifs d'abonnement au quotidien, sont les suivants :

Guinée	
Soutien 1 an.....	10.000
Ordinaire 1 an.....	6.000
„ 6 mois.....	3.500
„ 3 mois.....	2.000
par voie aérienne	
Algérie, Côte d'Ivoire, Dahomey, Ghana, Haute-Volta, Libéria, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Mali et Tunisie	
1 an .....	12.000
Europe et autres Etats africains 1 an....	15.000
U. S. A. Amérique Latine, U.R.S.S., Extrême-Orient et Asie 1 an.....	21.000

**Production:**  
**Critère de**  
**tous ceux qui**  
**se réclament**  
**de notre**  
**Révolution**

**Information**  
**au service du**  
**peuple et de**  
**sa révolution**

## La semaine de l'Economie Rurale

### Importance de l'élevage et de la pêche dans l'alimentation (suite)

#### IMPORTANCE DES PRODUITS ANIMAUX DANS L'ALIMENTATION

Ainsi donc, les animaux domestiques et sauvages jouent un rôle très important dans l'alimentation humaine. Il en résulte que l'élevage, la chasse et la pêche occupent une place non négligeable dans l'économie.

L'élevage des animaux domestiques largement pratiqué sur toute l'étendue du territoire national, l'est plus particulièrement sur le plateau du Fouta. Les effectifs peuvent être estimés comme suit :

Bovins 1.500.000 têtes environ  
Ovins-caprins 800.000 têtes environ

Porcins 20.000 têtes environ  
Volailles non dénombrées.

Les disponibilités en animaux de boucherie sont indiquées dans le tableau ci-dessous, les chiffres des abattages figurent en regard et représentent le pourcentage d'utilisation de nos disponibilités.

**Désignations, disponibilités, nombre et poids.**

150.000 bovins 12.000 T;  
100.000 ovins-caprins 1.300 T;  
800 porcins 40 T;  
Volailles non chiffré,  
Total 13.340 T.

#### Abattages

60.000 bovins contrôlés, 20.000 non contrôlés, total 80.000, poids 6.200 T;

10.000 ovins-caprins contrôlés, 75.000 non contrôlés, total 85.000, poids 1.105 T;

400 porcins contrôlés, 100 non contrôlés, total 500, poids 25 T.  
Poids Total 7.530 T.

#### Disponibilités non contrôlées

70.000 bovins, 5.600 T;  
15.000 ovins-caprins, 195 T;  
15.000 porcins, 15T.  
Total 5.810 T.

La pêche occupent les populations côtières et riverraines des cours d'eau de l'intérieur. Sa contribution peut être évaluée de 2.600 à 3.000 tonnes de poissons frais ou fumés ou secs par an.

En résumé on consomme 10.630 tonnes de viande de toutes sortes dans l'ensemble du pays. Or on sait que des récents dd-

nombremments évaluent la population guinéenne à 3.500.000 habitants environ. La consommation de la viande est donc de 10.630.000 K

égal 3 kg,05 par an

3.500.000 et par habitant. Si on utilisait toutes les dispositions, elles seraient de 3 kg, 500 par an et par habitant contre :

Mali	5 kg 5
Sénégal	5 kg 7
Mauritanie	12 kg
Cameroun	5 kg
Ghana	2 kg 5
Congo-Léop	0 kg 9
Egypte	9 kg 2
Angleterre	41 kg 6
U.S.A.	74 kg 6
France	54 kg 2

Cette consommation est donc très faible, voire dérisoire. Si l'on considère par ailleurs que le plus clair de cette viande est surtout destiné aux seules populations urbaines, on entrevoit aussitôt tout le dénuement prodigieux des masses rurales, cependant astreintes aux travaux les plus rudes.

Les mêmes considérations sont valables pour les autres productions animales (lait, beurre, œufs) qui sont consommées dans les centres urbains.

Les aliments d'origine animale font donc totalement défaut à nos masses rurales. Ce défaut a une incidence très fâcheuse sur notre évolution économique et sociale.

C'est ainsi que dans les régions où on trouve du gibier, le plus clair du temps du paysan est consacré à la chasse aux dépens d'autres travaux éducatifs (éducation de base, séance d'alphabétisation, etc). Dans les zones dépourvues de gibier, l'homme n'hésite pas à absorber n'importe quoi parfois au détriment de sa vie (viandes infectueuses, serpents, insectes de toutes sortes etc). Dans tous les cas, la carence protéinique apparaît sous forme de paupérisme, de stérilité, de retard dans la croissance, de troubles mentaux, gastro-intestinaux, d'œdème ou moins généralement, de dépigmentation de la peau et du cuir chevelu etc...

Mais c'est surtout sur l'évolution économique que le déficit protéinique peut avoir de plus graves conséquences. En effet tout être vivant en général et l'homme en particulier ne peut pas donner son plein rendement intellectuel et physique (que ce soit dans les bureaux ou dans les champs, dans les laboratoires ou dans les usines) s'il est sous alimenté et soumis à une alimentation carencée. Or le progrès auquel aspire tout peuple conscient reste conditionné par le travail résultant d'efforts physiques et intellectuels constants et soutenus par la volonté.

Cette volonté est impossible sans une alimentation correcte et

(Suite page 2)

(Suite page 2)

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ

Organe  
Quotidien  
du  
Parti  
Démocratique  
de Guinée

COMPTE CHÈQUES POSTAUX 6975

BANQUE REPUBLIQUE DE GUINÉE

3-34-32

## L'affaire de Chypre et les pactes...

LES PACTES dits de défense du Moyen-Orient paraissent avoir beaucoup de peine à survivre. Et les pactes de rechange succèdent aux pactes de rechange.

« Croissant fertile », « Pacte de Bagdad », C.E.N.T.O. se sont étioilés, petit à petit et ont dû reparaitre sous de nouvelles formes. Le dernier (Central treaty Organisation), pas plus que ses prédécesseurs, n'a échappé au « mauvais œil », à tel point que ses protecteurs ont jugé utile de faire procéder à une relance.

C'est ainsi que le maréchal Ayub Khan, Président du Pakistan — qui est, on le sait un des piliers des pactes en question — vient de proposer dans les premiers jours de juillet à ses deux partenaires asiatiques: Turquie et Iran, la formation d'un « front uni ». Il ne s'agit là — on l'a compris — selon un procédé désormais classique, que d'une résurgence des pactes défunts — ou en passe de l'être.

L'on peut maintenant se poser la question de savoir: de qui vient la suggestion faite au maréchal Ayub Khan? La prise de position du chef de l'Etat pakistanais à propos du problème cyprote — dans lequel il appuie la Turquie — n'est pas le fait d'un hasard. Quand bien même il ne s'agirait que d'apporter son soutien à un associé de longue date dans les pactes

## Amnistie au Sénégal

Dakar. — Selon un décret publié samedi à Dakar, M. Doudou Guèye, ancien secrétaire général du Rassemblement démocratique Africain, qui avait été condamné en avril 1962, par défaut, à vingt ans de travaux forcés pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, vient de faire l'objet d'une mesure d'amnistie.

M. Doudou Guèye, à qui l'on reprochait sa prise de position lors de l'éclatement de la fédération du Mali, en août 1960, avait été gracié l'année dernière peu de temps après la reprise des relations politiques et économiques entre Dakar et Bamako. Depuis cette date, M. Doudou Guèye avait reçu l'autorisation de s'installer à Dakar mais se trouvait être toujours privé de certains droits, civiques en particulier, que vient de lui rendre la mesure prise samedi.

passées, il faut bien reconnaître que le moment de la faire a été choisi avec un certain opportunisme. Le médiateur de l'O.N.U. vient à peine de commencer ses consultations à Genève, « assisté d'observateurs » américain et britannique, que la date de la prochaine rencontre au sommet Pakistan - Turquie — Iran est annoncée pour les 21 et 22 juillet à Istanbul.

Les antagonismes qui conditionnent l'affaire de Chypre préparent donc fébrilement la mise en place de leurs pions sur l'échiquier du Moyen-Orient, un des centres permanents des divergences d'intérêts dits stratégiques.

KEN.

## La République de Guinée à la 17<sup>e</sup> Assemblée générale de l'O. M. S.

(suite de notre précédent numéro)

En abordant le chapitre des maladies transmissibles, je ne peux que louer les efforts que notre organisation a déployés dans plusieurs pays.

Sur le problème de la TUBERCULOSE, un gros travail reste à faire. Il serait souhaitable qu'il n'existe aucun hiatus entre les campagnes de dépistage et les programmes antituberculeux de vaccination et de chimiothérapie. Un des problèmes qui préoccupent les jeunes Etats, c'est le coût extrêmement élevé des programmes de lutte contre la tuberculose. Les produits antituberculeux sont excessivement chers et les traitements des malades grèvent énormément les budgets de la santé et occasionnent pour une période assez limitée des années d'absentéisme ou d'indisponibilité.

Dans le Rapport, page 7, paragraphe 2 de la seconde colonne, il est mentionné que les vaccinations sans épreuve tuberculique préalable, pourraient être adoptées sans inconvénient par les services de santé publique.

Est-ce à dire que la faiblesse des risques face aux résultats, doive autoriser la systématisation du BCG indiscriminé? Il me semble que, dans ce cas, il soit nécessaire de fixer et de préciser le cadre de cette systématisation.

Une équipe de consultants de la tuberculose annoncée à mon pays depuis plusieurs mois pour la fin de 1963 est toujours atten-

due. Il faut, autant que faire se peut, réduire les délais. Quand on pense qu'il faut faire une évaluation, établir un programme et passer à l'action (immunisation méthodique de la population et neutralisation chimiothérapique des cas infectieux), voyez combien les risques sont grands, l'attente ne faisant qu'aggraver l'état sanitaire.

La ROUGEOLE constitue pour les enfants une maladie très meurtrière dans nos pays. Les études de l'OMS aboutissent dans le cadre du Rapport (page 13) à une évaluation comparée des résultats des différents types de vaccins. Il semble que la préférence de l'Organisation irait plutôt au vaccin hyperimmunisé, ainsi qu'à la vaccination mixte (vaccin vivant + vaccin tué). Si l'effet de la maladie vaccinale n'est pas surestimé, en l'absence d'une association de gammaglobuline, le vaccin vivant donnant une forte production d'anticorps et un haut degré de protection, pourrait être l'arme à préconiser et à systématiser. Peut-être que le délégué de la Haute-Volta qui a suivi la vaccination de 760.000 enfants avec le vaccin américain Enders Edmonston B pourrait nous apporter des éléments d'appréciation après le recul d'un an.

L'éradication de la VARIOLE pose de sérieux problèmes quant au démarrage effectif et à la poursuite des programmes.

D'après le Rapport annuel « les progrès sont ralentis par le

manque de fonds pour l'importation de véhicules et de matériel de réfrigération, et aussi, dans certains cas, par l'achat des appareils et des fournitures qui permettraient d'accélérer la production locale de vaccin ».

Il faudrait revoir ce problème, car les voyages des consultants, leurs conseils, n'avanceraient nullement les programmes si les pays ne disposent ni de vaccins, ni de matériel approprié aux campagnes de masse.

Il serait peut-être utile ici de lancer un appel pressant aux Etats nantis, d'accroître leur aide dans ce domaine pour éradiquer cette endémo-épidémie à la fois sévère et tenace.

Mon pays qui a bénéficié d'une bourse de l'OMS pour un stage au LISTER INSTITUTE de Londres attend actuellement un consultant annoncé il y a quelques mois pour les évaluations préliminaires. Nous attendons également le matériel nécessaire pour le démarrage à l'Institut Pasteur de Guinée du Centre de Vaccine qui peut produire plus de 20 millions de doses de vaccin lyophilisé par an. Cette production peut satisfaire les besoins d'une partie de la Région africaine.

Pour la BILHARZIOSE les résultats dans les différentes régions devraient permettre de faire un bilan général très objectif. Des échecs ou l'absence